



Déclassifié¹

AS/Soc (2018) PV 05 add 2

4 décembre 2018

Fsocpv05add2_2018

Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Procès-verbal

de l'audition sur le thème « Les Objectifs de développement durable des Nations Unies : comment les parlements et les États membres du Conseil de l'Europe peuvent y contribuer », tenue à Lisbonne, Portugal, le mardi 18 septembre 2018, de 10h30 à 12h30

Dans le cadre du rapport en cours d'élaboration sur « Les Objectifs de développement durable des Nations Unies : comment les parlements et les États membres du Conseil de l'Europe peuvent y contribuer », (rapporteure : Mme Jennifer De Temmerman, France, NI), la commission tient une audition publique à laquelle participent :

- M. José Luís Carneiro, Secrétaire d'État des communautés portugaises ;
- Mme Marta Santos Pais, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question de la violence contre les enfants ;
- M. l'ambassadeur José Rui Carço, Directeur du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe.

Le président déclare l'audition ouverte et souhaite la bienvenue aux experts.

La rapporteure, **Mme De Temmerman**, souligne le manque de connaissance des Objectifs de développement durable (ODD) au sein du grand public, bien que la plupart soient très importants pour la vie de tout un chacun, notamment les objectifs relatifs à une éducation de qualité, à la protection sociale, à la bonne santé et à une énergie saine et d'un coût abordable. Or comment les pays peuvent-ils progresser dans l'atteinte des ODD sans la participation des citoyens ? Le même défaut de sensibilisation est présent dans les rangs des parlementaires. Il est par conséquent essentiel de renforcer la visibilité des ODD. L'absence de critères d'évaluation permettant de mesurer les progrès réalisés dans l'atteinte des ODD est un autre problème auquel il convient de s'attaquer. Au cours du Forum politique annuel de haut niveau organisé à New York en juillet 2018 – qui réunit des acteurs politiques, économiques, de la société civile et des représentants gouvernementaux pour faire le point sur les avancées dans l'atteinte des ODD – le ministre finlandais de l'Environnement, de l'Énergie et du Logement a expliqué la manière dont les ODD ont été intégrés dans la budgétisation, la planification et les comptes rendus de l'administration financière du gouvernement. À cet égard, **Mme De Temmerman** met en avant le rôle des parlements dans les processus budgétaires. Enfin, elle encourage les membres à participer à la visite d'« Energy Observer » – premier navire hydrogène sans émission de gaz à effet de serre, produisant de l'énergie solaire et éolienne – qui aura lieu dans l'après-midi.

M. Luís Carneiro commence par féliciter la commission et souligne l'importance des travaux du Conseil de l'Europe et de son Assemblée parlementaire pour le Portugal. Les ODD cherchent à fournir une approche holistique face à des problèmes mondiaux, en liant droits de l'homme, démocratie et État de droit. Les parlements jouent un rôle important dans la conceptualisation des objectifs selon une démarche à plusieurs niveaux, qui associe entre autres la société civile. Ils contribuent également pour beaucoup à la réalisation des objectifs, notamment en adoptant des lois et en approuvant les budgets nationaux. Dans la perspective de

¹Le procès-verbal a été approuvé et déclassifié par la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable lors de sa réunion du 4 décembre 2018 à Paris.

l'atteinte des ODD, les parlements nationaux et les gouvernements doivent coordonner leurs actions. En juillet 2017, le Portugal a présenté à titre volontaire un rapport national évaluant les progrès accomplis dans la mise en œuvre des ODD dans chaque domaine de gouvernance. Une commission parlementaire *ad hoc* a également été constituée et chargée de suivre la mise en œuvre des ODD et d'identifier les obstacles posés à leur réalisation qu'il convient de lever. Le pays a défini les domaines d'action prioritaires suivants : promotion d'une société inclusive ; innovation et transformation de l'économie dans le cadre des politiques sociales et du transfert des connaissances des centres de recherche/universités à la société ; durabilité des ressources nationales ; et travaux sur la compétitivité. **M. Luís Carneiro** conclut sa présentation en évoquant la contribution majeure du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée parlementaire à la réalisation des ODD dans divers domaines, dont l'égalité de genre et le changement climatique, et réitère le ferme engagement du Portugal en ce sens.

Mme Santos Pais fait référence au droit de l'enfant à une protection contre toute forme de violence consacré par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. Le Conseil de l'Europe, avec son programme « Construire une Europe pour et avec les enfants » et ses stratégies en faveur des droits de l'enfant (dont la nouvelle qui est mise en œuvre jusqu'en 2021), a grandement favorisé la réalisation de progrès dans ce domaine. De même, l'Assemblée parlementaire, et en particulier la commission, a apporté une contribution déterminante à la campagne UN sur CINQ contre la violence sexuelle à l'égard des enfants. Le Programme 2030 comprend une cible spécifique visant à mettre un terme à toutes les formes de violence à l'encontre des enfants (cible 16.2) et plusieurs autres cibles des ODD abordent des formes de violence particulières comme le mariage des enfants et la mutilation génitale féminine. Plus de 800 000 enfants ont participé à l'élaboration du Programme et dans toutes les régions, la violence est au cœur de leurs préoccupations.

L'ampleur de la violence à l'égard des enfants est effroyable : un enfant meurt toutes les cinq minutes des suites d'actes de violence et chaque année, au moins un milliard d'enfants de moins de 18 ans sont victimes d'une forme quelconque de violence sexuelle, physique et affective. Les études montrent que la violence à l'égard des enfants peut commencer avant même leur premier anniversaire (par exemple, les cris et les hurlements sont des formes de discipline fréquemment employées dans ce groupe d'âge) et rester invisible. La violence a une incidence durable sur la vie des enfants et des conséquences dramatiques, comme le fait de devenir eux-mêmes des auteurs de violence, d'adopter des comportements à risque et de se livrer à des activités criminelles. Elle engendre également des coûts économiques considérables : le coût annuel mondial de la violence à l'égard des enfants est estimé à 7 milliards de dollars des États-Unis, soit l'équivalent de 8 % du PIB mondial.

Au plan national, chaque pays devrait élaborer une stratégie de développement durable, c'est-à-dire un programme qui devrait être promu au moyen d'un processus participatif et inclusif, fondé sur des éléments factuels solides, éclairé par des données fiables et appuyé par des ressources prévisibles et suffisantes, qui seraient allouées par les parlements. Au niveau régional, les dix dernières années ont été marquées par l'adoption de déclarations politiques et de plans d'action régionaux fermes sur la violence à l'égard des enfants, dont la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant. Certaines initiatives régionales ont également contribué à renforcer les normes juridiques dans ce domaine. Les Conventions de Lanzarote et d'Istanbul sont de parfaites illustrations de ce processus.

En septembre 2019, une réunion de haut niveau sera organisée en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, pour examiner les progrès accomplis au cours des quatre premières années de mise en œuvre des Objectifs de développement durable, dont l'objectif 16. En juillet 2019, le Forum politique de haut niveau accueillera le premier examen détaillé de l'objectif 16 (entre autres). Par ailleurs, 2019 marquera le 30^e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant et offre donc une occasion unique de mobiliser les efforts en vue d'atteindre la cible 16.2 et d'autres cibles des ODD visant à mettre un terme à la violence à l'égard des enfants, et le soutien de l'Assemblée à cette fin sera le bienvenu.

L'ambassadeur Caroço rappelle que le Centre Nord-Sud a trois axes de travail principaux : la jeunesse, les femmes et l'éducation. Il a développé le concept d'Éducation à la citoyenneté mondiale qui intègre les compétences dont les éducateurs de l'éducation formelle et non formelle ont besoin dans le domaine de l'éducation aux droits de l'homme, au dialogue interculturel, à la paix et la prévention des conflits, et au développement durable. Le concept englobe plusieurs des ODD, en particulier les objectifs 4 (éducation de qualité) ; 5 (égalité entre les sexes) ; 16 (paix et justice) et 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs). Il contribue également aux objectifs 1 (pas de pauvreté) ; 10 (inégalités réduites) ; 11 (villes et communautés durables) ; 12 (consommation responsable) ; et 13 (mesures relatives au climat). La promotion de l'Éducation à la citoyenneté mondiale et des ODD connexes repose sur trois piliers : soutien pédagogique, sensibilisation et mise en réseau. Un soutien pédagogique est mis à la disposition des éducateurs (par ex. un manuel et des cours en ligne) ainsi que des experts qui ont bénéficié d'une formation sur la participation des femmes à la vie publique et l'accès des femmes aux droits. Les activités de sensibilisation comprennent des congrès, des séminaires nationaux et régionaux et des réunions de suivi visant à promouvoir et suivre la mise en œuvre des recommandations dans le domaine de l'élaboration de politiques et de programmes d'enseignement, ainsi que

des ateliers de renforcement des capacités des organisations de femmes. Un réseau de coordinateurs nationaux de l'éducation à la citoyenneté mondiale est chargé de relayer les travaux du Centre Nord-Sud et d'assurer la coordination d'un événement annuel de sensibilisation, à savoir la Semaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale. D'autres réseaux sont en place comme le Réseau Euro-Med des femmes et le Réseau des universités sur la jeunesse et la citoyenneté mondiale.

En 2015, une référence aux ODD a été introduite dans toutes les activités de plaidoyer, de renforcement des capacités et de sensibilisation en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale, mettant en avant les points communs entre ce concept et les objectifs 4, 5, 16 et 17. Le Guide pratique sur l'éducation à la citoyenneté mondiale est en cours de révision et les complémentarités entre l'éducation à la citoyenneté mondiale et les Objectifs de développement durable sont mises en exergue tout au long des chapitres révisés. Par ailleurs, le Centre est en passe d'introduire une référence au développement dans le concept d'éducation à la citoyenneté mondiale, qui devrait bientôt s'intituler « Éducation au développement mondial ». La 9^e édition de la Formation à la citoyenneté mondiale pour les jeunes multiplicateurs qui s'est déroulée à Mollina (Espagne) du 10 au 14 septembre 2018, a rassemblé des jeunes originaires de 58 pays ayant mené des discussions axées sur les ODD. Le Centre croit fermement en une approche ascendante et participative. La participation et l'autonomisation des jeunes sont déterminantes pour progresser dans la réalisation des ODD.

Baroness Massey souligne l'importance de donner aux adolescents et aux enfants les moyens d'agir ; sans leur contribution et leur participation, les ODD relatifs aux enfants perdraient de leur substance. Les jeunes sont des promoteurs du changement. Elle salue les travaux accomplis par le Centre Nord-Sud en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale. La sous-commission sur les enfants dont elle assure la présidence étudie actuellement les moyens d'améliorer la participation des enfants et des jeunes aux travaux du Conseil de l'Europe. Pour finir, elle propose d'inclure dans le rapport la question de la santé des adolescents et de la participation des enfants et des jeunes.

M. Kiral aimerait en savoir plus sur l'action des Nations Unies dans le domaine de la violence à l'égard des enfants dans les conflits armés. Quelle est la position de l'ONU concernant les efforts déployés pour améliorer la situation des enfants dans les zones de conflit, comme en Ukraine, en Syrie ou en Azerbaïdjan ? Étant présent à New York la semaine suivante pour assister à la réunion de haut niveau consacrée à la tuberculose, il serait heureux de rencontrer Mme Santos Pais pour un entretien bilatéral sur cette question.

Mme Kyriakides évoque la participation de l'Assemblée parlementaire à la campagne UN sur CINQ contre la violence sexuelle à l'égard des enfants qui s'est avérée fort constructive. Elle fait part de ses préoccupations face aux formes de violence qui passent souvent inaperçues, comme la violence psychologique au sein des familles et les châtiments corporels.

Mme Benning indique que l'Allemagne a mis en place une stratégie sur la durabilité qui est réexaminée tous les deux ans. Dans son rapport consacré au développement urbain durable, elle aborde l'objectif 11. Tous les rapports en cours d'élaboration au sein de la commission devraient contribuer à l'atteinte des ODD.

M. Amraoui précise que d'après le Centre des objectifs de développement durable pour l'Afrique, le Maroc est en tête des pays africains qui progressent dans la réalisation des objectifs. La politique européenne de voisinage s'est avérée très utile dans ce cadre.

Mme McCarthy souligne que le gouvernement britannique estime que les Objectifs de développement durable s'inscrivent dans le prolongement des objectifs du Millénaire pour le développement et sont non pertinents pour le Royaume-Uni. D'autres pays sont bien plus avancés dans l'élaboration de politiques nationales aux fins de l'atteinte des ODD.

M. Luís Carneiro est d'avis que la protection des enfants contre la violence sexuelle est l'une des priorités absolues, avec d'autres questions connexes importantes comme l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Le Portugal a mené une expérience – qui a reçu un écho positif – en vue d'assurer l'accès aux soins de santé aux groupes les plus fragiles, dont les personnes âgées et les enfants. Elle consistait à dépêcher à domicile des équipes de soins, y compris des médecins et des infirmiers, dans les régions reculées du pays. Il met en avant l'importance de faire participer les pouvoirs locaux et régionaux à la mise en œuvre et au suivi des politiques liées aux ODD. Les collectivités locales et régionales pourraient également associer davantage de jeunes au débat. Il réitère également l'engagement du Portugal de soumettre des rapports nationaux à titre volontaire et rappelle la valeur du travail des parlements nationaux dans la réalisation des ODD.

Mme Santos Pais précise qu'il y a une différence entre les objectifs du Millénaire pour le développement et les Objectifs de développement durable. Ces derniers ne concernent pas l'aide apportée par le monde du Nord aux pays du Sud. Au plan mondial, tous les pays pourraient faire davantage dans l'ensemble des domaines couverts

par les ODD qui ne peuvent pas être appréhendés isolément. La violence à l'égard des enfants en est un parfait exemple. L'incapacité des pays à protéger les enfants contre la violence aurait de profondes répercussions sur la santé auxquelles la plupart des pays ne sont pas prêts à faire face. Elle souligne également que de nombreuses formes de violence envers les enfants sont tout simplement inconnues. Des châtiments corporels continuent d'être infligés, y compris dans certains États membres du Conseil de l'Europe, d'où la campagne « Levez la main contre la fessée ! » qui pourrait être relancée. Les pays ont beaucoup à apprendre les uns des autres et il leur incombe d'investir dans les enfants qui sont les acteurs du changement. La résolution qu'adoptera l'Assemblée aura un impact considérable pour les événements à venir dans le domaine de l'enfance. S'agissant des enfants dans les conflits armés, elle rappelle l'existence d'un objectif spécifique concernant les enfants soldats (cible 8.7) ainsi que d'un représentant spécial des Nations Unies. Elle remarque, toutefois, que la plupart du temps, la violence à l'égard des enfants a lieu au sein de la famille et des institutions.

Mme De Temmerman remercie les experts de leur précieuse contribution. Elle a commencé à analyser les rapports nationaux soumis à titre volontaire qui lui seront très utiles pour finaliser son propre rapport. La France a mis en place un commissaire général au développement durable qui a proposé une feuille de route afin de progresser dans la réalisation des ODD.

La commission accepte la proposition de la rapporteure de déclassifier sa note introductive.

Le président remercie les experts et les membres de leurs contributions et clôt l'audition.

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development
Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

List of members (81 seats) / *Liste des membres (81sièges)*

Chairperson / Présidente :

Mr Stefan SCHENNACH	Austria/ <i>Autriche</i>
----------------------------	--------------------------

Vice-Chairpersons / Vice-Présidents :

M. Luís LEITE RAMOS	Portugal
Ms Carina OHLSSON	Sweden/ <i>Suède</i>
Mr Ertuğrul KÜRKCÜ	Turkey/ <i>Turquie</i>

Mr Tritan SHEHU	Albania / Albanie	ZZ...
M. Víctor NAUDI ZAMORA	Andorra / Andorre	Ms Judith PALLARÉS
M. Mikayel MELKUMYAN	Armenia / Arménie	Arpine HOVHANNISYAN
Mr Franz Leonhard ESSL	Austria / Autriche	Mr Roman HAIDER
Mr Stefan SCHENNACH	Austria / Autriche	Ms Doris BURES
Ms Sevinj FATALIYEVA	Azerbaijan / Azerbaïdjan	Mr Nagif HAMZAYEV
Ms Ganira PASHAYEVA	Azerbaijan / Azerbaïdjan	Ms Ulviyye AGHAYEVA
Mme Sabine de BETHUNE	Belgium / Belgique	M. Damien THIÉRY
M. Stefaan VERCAMER	Belgium / Belgique	Ms Petra De SUTTER
Mme Milica MARKOVIĆ	Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine	ZZ...
Mr Nikolay ALEKSANDROV	Bulgaria / Bulgarie	Mr Krasimir BOGDANOV
Ms Aneliya KLISAROVA	Bulgaria / Bulgarie	ZZ...
Ms Marijana BALIĆ	Croatia / Croatie	Mr Mihael ZMAJLOVIĆ
Ms Stella KYRIAKIDES	Cyprus / Chypre	Ms Christiana EROTOKRITOU
Ms Zdeňka HAMOUSOVÁ	Czech Republic / République tchèque	ZZ...
Mr Jaroslav KYTÝR	Czech Republic / République tchèque	ZZ...
Ms Aaja Chemnitz LARSEN	Denmark / Danemark	Ms Christina EGELUND
Mr Jaak MADISON	Estonia / Estonie	Ms Marianne MIKKO
Ms Anne KALMARI	Finland / Finlande	Ms Anne LOUHELAINEN
M. Bernard CAZEAU	France / France	M. François GROSDIDIER
Mme Yolaine de COURSON	France / France	M. Bertrand BOUYX
Mme Bérange POLETTI	France / France	Mme Sophie AUCONIE
Mme Jennifer DE TEMMERMAN	France / France	M. Yves DANIEL
Ms Irina PRUIDZE	Georgia / Géorgie	ZZ...
Ms Sybille BENNING	Germany / Allemagne	Mr Matern von MARSCHALL
Mr Andrej HUNKO	Germany / Allemagne	Ms Katrin WERNER
Mr Ulrich OEHME	Germany / Allemagne	Mr Stefan RUPPERT
Mr Volkmär VOGEL	Germany / Allemagne	Ms Doris BARNETT
Ms Nina KASIMATI	Greece / Grèce	Mr Dimitrios KAMMENOS
Mr Evangelos MEIMARAKIS	Greece / Grèce	M. Konstantinos TZAVARAS
Ms Mónica BARTOS	Hungary / Hongrie	Mr Jenő MANNINGER
Mr Márton GYÖNGYÖSI	Hungary / Hongrie	Mme Zita GURMAI
Mr Bergþór ÓLASON	Iceland / Islande	Mr Birgir THÓRARINSSON
Mr Joseph O'REILLY	Ireland / Irlande	Mr Rónán MULLEN

ZZ...	Italy / Italie	ZZ...
ZZ...	Italy / Italie	ZZ...
ZZ...	Italy / Italie	ZZ...
ZZ...	Italy / Italie	ZZ...
M. Andris BĒRZINŠ	Latvia / Lettonie	Ms Inese LAIZĀNE
Ms Susanne EBERLE-STRUB	Liechtenstein / Liechtenstein	ZZ...
Mr Virgilijus PODERYS	Lithuania / Lituanie	Mr Kęstutis MASIULIS
Mme Martine MERGEN	Luxembourg / Luxembourg	Mme Françoise HETTO-GAASCH
Mr Etienne GRECH	Malta / Malte	Ms Rosianne CUTAJAR
Mr Valeriu GHILETCHI	Republic of Moldova / République de Moldova	Mme Valentina BULIGA
Mme Béatrice FRESKO-ROLFO	Monaco / Monaco	M. Guillaume ROSE
Ms Marija Maja ČATOVIĆ	Montenegro / Monténégro	Mr Predrag SEKULIĆ
Ms Reina de BRUIJN-WEZEMAN	Netherlands / Pays-Bas	Mr Mart van de VEN
Mr Henk OVERBEEK	Netherlands / Pays-Bas	Ms Lilianne PLOUMEN
Ms Silje HJEMDAL	Norway / Norvège	Ms Emilie Enger MEHL
Mr Wojciech BAKUN	Poland / Pologne	Mr Krzysztof PASZYK
Ms Margareta BUDNER	Poland / Pologne	Mr Cezary TOMCZYK
Mr Andrzej WOJTYŁA	Poland / Pologne	Ms Agnieszka POMASKA
Mme Edite ESTRELA	Portugal / Portugal	ZZ...
M. Luís LEITE RAMOS	Portugal / Portugal	ZZ...
Ms Adriana Diana TUŞA	Romania / Roumanie	ZZ...
M. Cezar Florin PREDA	Romania / Roumanie	M. Viorel Riceard BADEA
Mr Ionuţ-Marian STROE	Romania / Roumanie	Ms Oana-Mioara BÎZGAN-GAYRAL
Mr Roger ZAVOLI	San Marino / Saint-Marin	Ms Vanessa D'AMBROSIO
Ms Elvira KOVÁCS	Serbia / Serbie	Ms Dubravka FILIPOVSKI
Mr Aleksandar ŠEŠELJ	Serbia / Serbie	Mr Miljan DAMJANOVIĆ
Mr Ján MAROSZ	Slovak Republic / République slovaque	Ms Renáta KAŠČÁKOVÁ
Mr Jan ŠKOBERNE	Slovenia / Slovénie	Mr Andrej ŠIRCELJ
M. Pedro AGRAMUNT	Spain / Espagne	M. Ovidio SÁNCHEZ
Ms Melisa RODRÍGUEZ HERNÁNDEZ	Spain / Espagne	Ms Ángela BALLESTER
M. Jaime GONZÁLEZ TABOADA	Spain / Espagne	Ms Pilar LUCIO
Ms Carina OHLSSON	Sweden / Suède	Ms Eva-Lena JANSSON
Mr Markus WIECHEL	Sweden / Suède	Ms Annicka ENGBLOM
Mr Hannes GERMANN	Switzerland / Suisse	M. Jean-Pierre GRIN
M. Filippo LOMBARDI	Switzerland / Suisse	ZZ ...
Mr Nikola POPOSKI	"The former Yugoslav Republic of Macedonia" / "L'ex-République yougoslave de Macédoine"	Mr Antonijo MILOSHOSKI
Ms Emine Nur GÜNAY	Turkey / Turquie	Mr Suat ÖNAL
Mr İlhan KESİCİ	Turkey / Turquie	M. Haluk KOÇ
Mr Ertuğrul KÜRKCÜ	Turkey / Turquie	Ms Filiz KERESTECİOĞLU DEMİR
Ms Leyla ŞAHİN USTA	Turkey / Turquie	Mr Cemalettin Kani TORUN
Mr Oleksandr BILOVOL	Ukraine / Ukraine	Mr Vladyslav GOLUB
Mr Serhii KIRAL	Ukraine / Ukraine	Mr Boryslav BEREZA
Mr Viktor VOVK	Ukraine / Ukraine	Mr Oleksii GONCHARENKO
Mr John HOWELL	United Kingdom / Royaume-Uni	Ms Vicky FORD
Baroness Doreen MASSEY	United Kingdom / Royaume-Uni	Mr Conor McGINN
Ms Kerry McCARTHY	United Kingdom / Royaume-Uni	Mr Steve DOUBLE
Mr John PRESCOTT	United Kingdom / Royaume-Uni	Lord Don TOUHIG

OTHER PARLIAMENTARIANS / AUTRES PARLEMENTAIRES

Kosovo ()**

Mr/ M. Slobodan PETROVIĆ

Mr/ M. Xhavit HALITI

(* In accordance with Resolution 1376 (2004)/ *Conformément a la Résolution 1376 (2004)*

(**) All reference to Kosovo, whether to the territory, institutions or population shall be understood in full compliance with United Nations Security Council Resolution 1244 and without prejudice to the status of Kosovo/ *Toute référence au Kosovo, que ce soit à son territoire, à ses institutions ou à sa population, doit se comprendre en pleine conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies et sans préjuger du statut du Kosovo.*

PARTNERS FOR DEMOCRACY / PARTENAIRES POUR LA DEMOCRATIE

Morocco / Maroc

Mr/ M. Aïlal AMRAOUI

SPECIAL GUESTS / INVITES SPECIAUX

Mr/ M. José Luís CARNEIRO, Secretary of State of the Portuguese Communities/ *Secrétaire d'Etat pour les communautés portugaises* ;

**SECRETARIAT OF DELEGATION OR OF POLITICAL GROUP /
SECRETARIAT DE DELEGATION OU DE GROUPE POLITIQUE**

Ms/ Mme Sonja LANGENHAECK, Delegation Secretary, Belgian delegation to PACE/ *Secrétaire de délégation, délégation de la Belgique à l'APCE* ;

Ms/ Mme Sevdal VALJEVICIC, Delegation Secretary, Delegation of Bosnia and Herzegovina to PACE/ *Secrétaire de délégation, délégation de la Bosnie et Herzégovine à l'APCE* ;

Ms/ Mme Veronika KRUPOVÁ, Delegation Secretary, Delegation of the Czech Republic to PACE/ *Secrétaire de délégation, délégation de la République tchèque à l'APCE*

Ms/ Mme Ariana MUSLIU SHOSHI, Coordinator, Delegation of Kosovo to PACE/ *Coordinatrice, délégation du Kosovo à l'APCE* ;

Ms/ Mme Jovana ADZIC, Delegation Secretary, Delegation of Montenegro to PACE/ *Secrétaire de délégation, délégation du Monténégro à l'APCE* ;

Ms/ Mme Ana GUAPO, Delegation Secretary, Portuguese delegation to PACE / *Secrétaire de délégation, délégation du Portugal à l'APCE* ;

Ms/ Mme Francesca ARBOGAST, Secretary of the Social Democrats and Greens Group/ *Secrétaire du groupe social-démocrate et des Verts* ;

EXPERTS

Ms/ Mme Marta Maria DE MORAIS DOS SANTOS PAIS, Special Representative of the United Nations Secretary General on Violence against Children/ *Représentante Spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants* ;

ALSO PRESENT / EGALEMENT PRESENTS

Ms/ Mme Sophie QUECKE, Assistant to Ms Benning (MP)/ *Assistante de Mme Benning, députée* ;

COUNCIL OF EUROPE STAFF / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr/ M. José Rui CAROÇO, Director of the Council of Europe North-South Centre/ *Directeur du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe* ;

**SECRETARIAT OF THE PARLIAMENTARY ASSEMBLY /
SECRETARIAT DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE**

PARLIAMENTARY ASSEMBLY / ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / *Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable*

NAME / NOM

Ms / Mme Tanja KLEINSORGE Head of the Secretariat / *Cheffe du Secrétariat*
Ms / Mme Aiste RAMANAUSKAITESecretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
Ms / Mme Ayşegül ELVERİŞSecretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
Ms / Mme Yulia PERERVASecretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
Ms / Mme Bogdana BUZARNESCU.....Principal Assistant / *Assistante Principale*
Ms / Mme Françoise SCHIRAssistant / *Assistante*